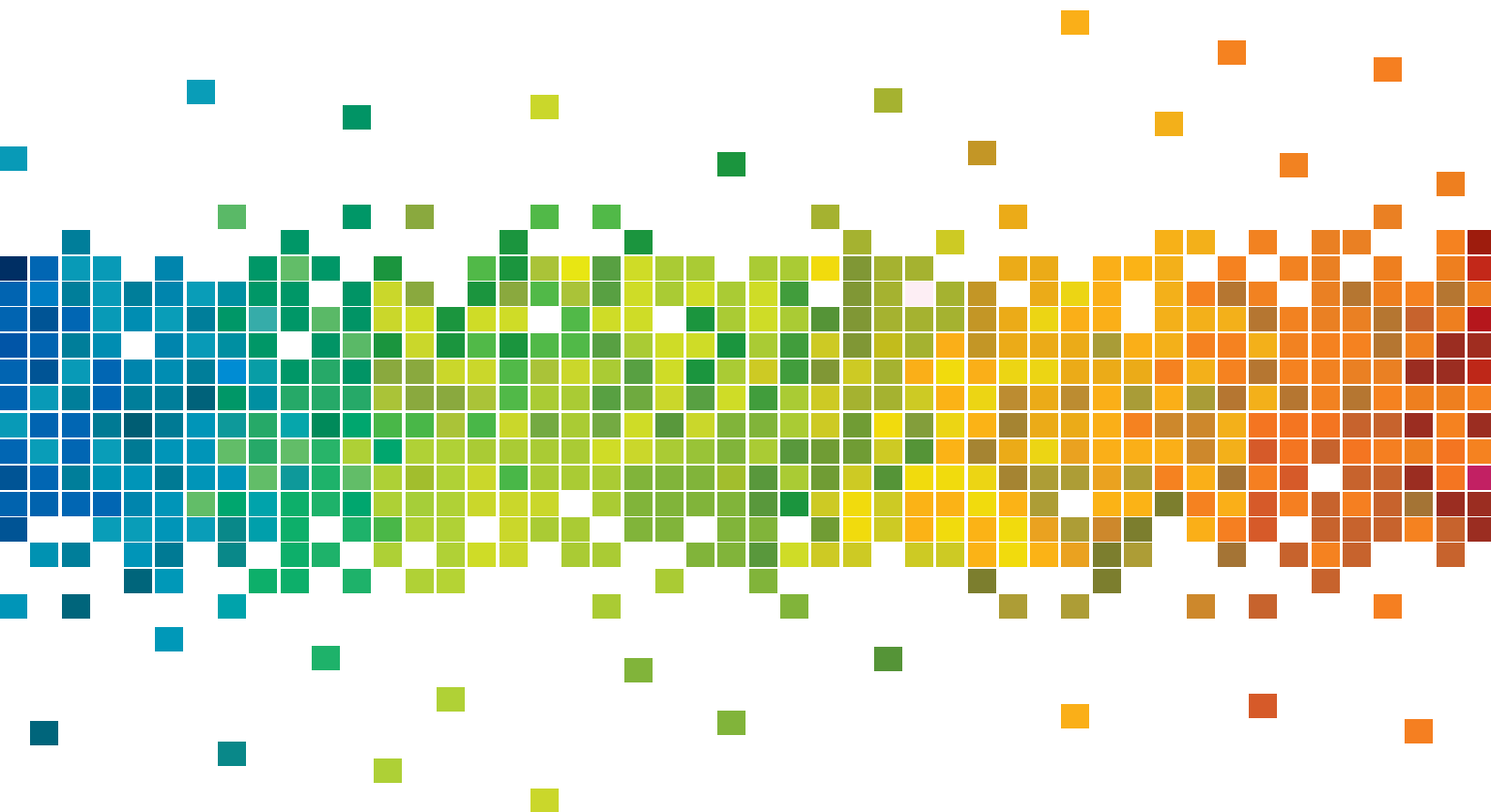




**Une industrie verte**  
au service de la reprise  
et de la croissance  
mondiales

**CONFÉRENCE GÉNÉRALE** Treizième session  
9 décembre 2009, Centre international de Vienne

PROGRAMME RÉGIONAL POUR LES PAYS ARABES



# Table ronde

Investir dans les écoactivités et  
les financer

**Note d'information**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL



## I. Introduction

Dans l'ensemble, les pays arabes ont enregistré ces dernières années une forte croissance économique, dont l'allure variait cependant en fonction de la grande disparité des pays de la région, qui comprend à la fois des pays producteurs de pétrole industrialisés et des pays comptant parmi les moins avancés. La forte croissance industrielle et économique, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution et la gestion des déchets sont des problèmes qui préoccupent de plus en plus les gouvernements de la région. Les dirigeants doivent donc promouvoir une consommation plus rationnelle des ressources et lutter contre la pollution et les déchets pour préserver l'environnement. Ce faisant, ils ne rendront pas seulement les industries existantes de la région plus respectueuses de l'environnement mais offriront aussi aux entrepreneurs des possibilités intéressantes d'investir dans de nouvelles écoactivités proposant des biens et services environnementaux.

L'actuelle crise financière et économique a rendu la situation encore plus urgente. Les programmes de relance d'un certain nombre de pays comportent un volet investissement dans les programmes respectueux de l'environnement. Étant donné que le niveau de développement varie sensiblement dans les pays arabes de la région du golfe Persique, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, il n'est pas surprenant que l'engagement de ces pays en faveur des industries vertes varie également. Cet état de choses s'explique aussi par des différences marquées entre les institutions financières de la région quant à leur aptitude et leur disposition à appuyer l'investissement dans les industries vertes.

La présente table ronde a pour principal objectif d'identifier les grands problèmes que l'investissement dans les industries vertes pose aux pays arabes et les perspectives qu'il leur ouvre. Les participants à la table ronde examineront le rôle et les options des gouvernements, des industries et des institutions financières ainsi que de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI) à cet égard. La définition des possibilités de création d'emplois dans les industries vertes et des problèmes qu'elle soulève sera particulièrement importante. La table ronde devrait déboucher sur un ensemble de recommandations concrètes visant à promouvoir l'investissement dans les écoactivités de la région des pays arabes.

## II. Considérations générales

Le Forum sur les technologies propres au service du développement économique, tenu à Manama (Bahreïn) du 2 au 4 février 2009, a fait une large place aux industries vertes. Il était en particulier axé sur les vastes flux de ressources naturelles (exploitées, extraites, récoltées, mises en valeur, etc.) et sur leur utilisation non économique ou leur gaspillage — deux phénomènes au cœur des problèmes environnementaux les plus urgents de la région.

L'une des principales recommandations du Forum portait sur la mise en place du cadre politique et législatif nécessaire pour développer les industries vertes dans la région. À cet égard, une tarification réaliste des ressources, associant mécanismes d'incitation fondés sur le marché et instruments financiers, est particulièrement importante.

Le Forum a également recommandé que les institutions financières soient impliquées et renforcées afin de faciliter la mobilisation de ressources financières appropriées pour appuyer le développement des éco-industries et des technologies propres.

L'actuelle crise économique et financière a pris une ampleur mondiale et ne semble avoir épargné aucune région ni aucun pays du globe. Malgré certaines données encourageantes pour les institutions financières classiques et islamiques, la crise a aussi eu de graves répercussions sur la région des pays arabes.

Pour répondre aux graves problèmes liés au changement climatique, il faut consacrer des investissements importants aux nouveaux processus, services et technologies propres et durables. Ces investissements sont non seulement souhaitables, mais essentiels. L'un des aspects fondamentaux des problèmes de développement qui se poseront au cours des prochaines décennies sera celui de l'immensité des besoins en nouvelles sources d'énergie dans la région. Les arguments en faveur d'un programme de relance de la croissance économique axé sur l'énergie et le carbone sont convaincants. Les avantages à retirer d'investissements visant la sécurité énergétique, les infrastructures à faible émission de carbone, le développement durable et la protection de l'environnement seront multiples. Tout particulièrement, les producteurs de pétrole et de gaz — membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) — ont mesuré l'importance d'investissements supplémentaires dans les technologies propres. Outre les questions énergétiques, l'un des principaux problèmes auxquels la région devra faire face au cours des années à venir sera celui de la gestion durable des ressources en eau et de la protection de l'environnement.

Les investissements doivent être financés par des apports de fonds propres, des prêts, des assurances et divers instruments financiers. Chaque type de financement est assorti de son propre ensemble de conditions, de risques et d'avantages. L'investissement dans les technologies vertes augmente rapidement. Même à l'apogée de la crise financière, les apports de fonds de capital-risque aux industries vertes n'ont pas fléchi. À beaucoup d'égards, ils ne représentent ensemble qu'une petite partie du financement d'entreprise. À présent, le financement d'industries vertes ou d'écoactivités est très faible, sinon inexistant dans les pays arabes.

Les raisons de l'absence de tout mode de financement privilégié des industries vertes varient d'un pays à l'autre. Elles vont de l'ignorance complète du concept et, partant, de l'absence de demande de la part des clients ou des consommateurs au désintérêt des banques régionales ou locales motivé par des problèmes de gestion des risques.

Il existe de nombreux obstacles à l'investissement dans les technologies propres et à la sensibilisation aux possibilités qu'offre l'investissement dans les écoactivités. La plupart des obstacles peuvent être surmontés par une action concertée des États, agissant en coopération avec les banques et les organisations internationales pour soutenir les initiatives du secteur privé. De fait, la participation directe du secteur public semble progresser dans certains pays.

La région des pays arabes dispose de nombreux atouts pour devenir chef de file en matière de promotion et de financement des technologies propres. Les activités gouvernementales d'appui peuvent aller de l'instauration de conditions propices à l'investissement vert à la mise en route de projets de démonstration bien conçus, à la promotion de la recherche-développement et au lancement de projets susceptibles de créer la masse critique nécessaire pour les progrès futurs.



Une industrie verte  
au service de la reprise  
et de la croissance  
mondiales

Investir dans les écoactivités et les financer

### III. Sujets à aborder

#### Sujet 1:

**Quel est le potentiel des investissements dans les technologies propres sur le plan de l'emploi et de l'économie dans la région des pays arabes? Ce potentiel est-il reconnu par les gouvernements, les industries et les institutions financières?**

À l'échelle mondiale, l'investissement dans les technologies vertes progresse rapidement. Néanmoins, la recherche-développement ainsi que l'investissement dans les transferts de technologie sont nécessaires pour exploiter pleinement le potentiel de croissance.

Le réaménagement des systèmes énergétiques mondiaux dans l'optique d'un monde à faible émission de carbone posera de gros problèmes d'investissement au cours des cinquante prochaines années. Le maintien du statu quo conduira à une crise écologique. Les problèmes les plus pressants intéressent trois domaines — l'économie, l'énergie et le climat — et ne peuvent être résolus que collectivement et simultanément.

Outre la sécurité énergétique, la gestion durable des ressources en eau et la protection de l'environnement constitueront des enjeux majeurs pour la région au cours des années à venir. La demande croissante d'eau exigera des investissements substantiels, allant de l'installation et de l'amélioration de réseaux de distribution à la modernisation des systèmes d'irrigation agricole et à l'adoption de technologies nouvelles comme celles qui sont utilisées pour le recyclage des effluents et le dessalement de l'eau.

La protection de l'environnement est également devenue une priorité pour la région. L'expansion de l'activité industrielle et l'urbanisation galopante ont porté atteinte à l'environnement, ce qui fait peser une menace directe sur le secteur touristique, important pour la région, et la qualité de vie de la population. Selon les estimations, les coûts liés à la réduction des dégâts causés à l'environnement devraient s'élever à 25 % environ du produit intérieur brut dans certains pays arabes. Les nouvelles technologies respectueuses de l'environnement et l'infrastructure de traitement des divers types de déchets, assorties d'investissements visant à assurer la protection de l'environnement, sont essentielles pour tout développement durable.

Le pire effet de la crise économique actuelle est la perte d'emplois. L'un des moyens de résoudre ce problème consisterait à investir dans des filières qui génèrent la croissance économique tout en créant des emplois verts.

Une étude d'entreprises européennes indique que pour 100 mégawatts de puissance installée de centrales thermiques solaires, il se crée 400 emplois à temps plein dans l'industrie manufacturière, 600 emplois de fournisseur et d'agent d'équipement et 30 emplois annuels dans les services d'exploitation et de gestion. Le développement économique peut également profiter indirectement à certaines collectivités, notamment en augmentant la demande de services locaux. Il est généralement admis que, pour chaque emploi créé dans le secteur du bâtiment, quatre emplois complémentaires sont créés dans le secteur des services. Et, lorsqu'un chantier est terminé, les emplois liés au fonctionnement et à la gestion nécessitent aussi des services locaux.

#### Sujet 2:

**Quels sont les principaux obstacles et défis pour l'investissement vert dans la région des pays arabes? Comment ces obstacles peuvent-ils être levés et par qui?**

À présent, le financement vert ou environnemental durable est très réduit, voire inexistant, dans la région des pays arabes.

L'investissement exige des mécanismes financiers favorables, sous la forme de capitaux propres, de prêts, d'assurances et d'autres instruments financiers. Il faut toute une gamme de nouveaux instruments de politique financière pour satisfaire à un grand éventail de besoins, qui vont du financement de projets classiques concernant de grands parcs éoliens de plusieurs millions de dollars des États-Unis au microcrédit pour collectivités rurales et à la création d'un climat propice aux investissements dans ce secteur. Chaque type de montage financier est assorti de son propre ensemble de conditions, de risques et d'avantages, et il est généralement établi par une section différente de la communauté financière. Les investisseurs doivent toutefois faire face à des obstacles différents.

Beaucoup de ces obstacles relèvent des politiques internationales, par exemple d'accords commerciaux internationaux. Cependant, il peut y avoir aussi des obstacles politiques dus à des législations et réglementations nationales. D'autres obstacles, étroitement liés aux obstacles politiques, se situent à un niveau moins élevé et concernent l'infrastructure technique et organisationnelle. Les obstacles particuliers et financiers peuvent varier d'un projet à l'autre, mais ils sont directement liés à l'infrastructure politique et aux obstacles institutionnels.

Globalement, le secteur financier des pays arabes joue un rôle important mais moindre que dans d'autres pays à revenu similaire. Les banques continuent à être la principale source du financement d'entreprise, bien qu'elles ne contribuent pas de manière importante à l'action en faveur du développement économique. Le secteur est relativement conservateur en ce qui concerne l'octroi de prêts aux entreprises privées, notamment dans les pays dont le secteur bancaire est dominé par l'État. Même après des mesures de privatisation, la participation de l'État au capital social des banques est plus importante que dans d'autres pays comparables.

Maintenant que le secteur financier privé traverse une crise profonde, il se pose la question de savoir comment les gouvernements peuvent faciliter davantage ce type d'investissement vert. Le secteur public peut fournir les cautions nécessaires pour les prêts privés. Les partenariats public et privé peuvent être un autre stimulant important. La combinaison de financement public et privé jouera un rôle de plus en plus important dans l'impulsion de ce secteur.

### **Sujet 3:**

#### **Quelles sont les perspectives vertes pour la région des pays arabes? La région peut-elle devenir un chef de file mondial de l'investissement vert? Le cas échéant, dans quelles conditions?**

Le changement climatique aura un effet majeur sur la région des pays arabes. Les solutions retenues pour lutter contre le changement climatique peuvent offrir diverses perspectives vertes à la région. Certains pays de la région n'ont pas seulement les connaissances et l'expérience de fournisseurs d'énergie mondiaux, mais ils sont aussi motivés à développer les innovations concernant l'énergie durable.

L'un des principaux aspects des problèmes de développement qui se poseront au cours des prochaines décennies sera celui de la recherche des immenses ressources qu'exigera l'approvisionnement en énergies nouvelles. Il y a de bonnes raisons de penser que les mesures de relance économique devront être axées sur la promotion des sources énergétiques pauvres en carbone.

La région des pays arabes a le potentiel de jouer un rôle de premier plan dans l'impulsion et le financement des technologies propres durables. Néanmoins, il s'agit de savoir comment ce potentiel peut être mis en valeur.



Une industrie verte  
au service de la reprise  
et de la croissance  
mondiales

Investir dans les écoactivités et les financer

## IV. Questions pour les experts

- Quelle est la part de marché que les écoactivités peuvent espérer obtenir dans la région des pays arabes?

---
- Comment les écoactivités peuvent-elles réellement devenir des agents de redressement dans les pays de la région?

---
- Quels sont les principaux obstacles et problèmes pour l'investissement vert dans la région des pays arabes?

---
- Quels sont les possibilités financières et les programmes de relance optimaux pour les pays de la région?

---
- Quel pourrait être le rôle de l'ONUUDI dans la promotion future des écoactivités dans la région des pays arabes?

---

## V. Ordre du jour

1. Discours de bienvenue et introduction: Raouf Dabbas (animateur), principal Conseiller du Ministre jordanien de l'environnement
2. Discours liminaire: Raouf Dabbas et Jan Dictus, consultant indépendant sur l'environnement et le développement durable
3. Débat d'experts (animé par Raouf Dabbas)

Participants:

- Dorothea Sulzbacher, Directrice générale d'OMV Future Energy Fund
- Rawya Mansour, Présidente de Refined Architecture and Interiors (Ramsco)
- Cheikh Ibrahim al-Khalifa, Ministre bahreïnite du logement
- Osama al-Khadja, Directeur des affaires, Kuwait Finance House
- Nasser al-Kahtani, Directeur exécutif, Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies
- Abdul Rahman Taha, Directeur général de la Société islamique pour l'assurance des investissements et du crédit à l'exportation

4. Débat libre
5. Observations finales de l'animateur

Le Directeur général participera au débat.

## VI. Notices biographiques

### **Raouf Dabbas**

#### **Principal Conseiller du Ministre jordanien de l'environnement**

---

M. Dabbas est entré au Ministère de l'environnement comme Conseiller principal en 2007. Il a également représenté la Jordanie à des rencontres de haut niveau sur l'environnement. Il a joué un rôle actif au sein d'organisations non gouvernementales écologistes depuis 1994. Ses attributions actuelles consistent notamment à promouvoir l'exploitation des énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie et à aider à élaborer une législation sur la production propre.

### **Jan Dictus**

#### **Consultant indépendant sur l'environnement et le développement durable**

---

En sa qualité d'expert de l'ONUDI, M. Dictus a participé à l'organisation de conférences sur la durabilité urbaine et les écoactivités tenues à Bahreïn et en Jordanie et à la promotion de projets d'écoactivités en Inde. Il est aussi Président technique du Forum sur l'environnement d'Eurocités, le réseau des grandes villes européennes.

### **Dorothea Sulzbacher**

#### **Directrice générale d'OMV Future Energy Fund**

---

M<sup>me</sup> Sulzbacher est Directrice générale d'OMV Future Energy Fund depuis juin 2006. Elle a commencé sa carrière à la Chambre de travail de Haute-Autriche, où elle dirigeait le service des affaires juridiques. Elle a été cadre supérieur au service des ressources humaines d'OMV avant de prendre la direction d'OMV Future Energy Fund.

### **Rawya Mansour**

#### **Présidente de Ramsco Refined Architecture and Interiors**

---

M<sup>me</sup> Mansour travaille en Égypte à un système intégré de gestion de déchets agricoles et de déchets solides, qui couvre des zones urbaines et rurales. Elle se propose de transformer les déchets agricoles en engrais biologiques, en biopesticides et en bioproduits (produits Ligne Verte). Elle espère transformer les déchets du Nil en énergie et construire des écovillages durables.

### **Cheikh Ibrahim al-Khalifa**

#### **Ministre bahreïnite du logement**

---

Cheikh Al-Khalifa est Président de la Eskan Bank et de la Ebdaa Bank de Bahreïn. Il a été Sous-Secrétaire aux finances et a présidé, notamment, la Banque bahreïnite de développement et l'Institut bahreïnite de technologie.

**Nasser al-Kahtani**

**Directeur exécutif du Programme arabe du Golfe pour les organismes de développement des Nations Unies**

---

M. Al-Kahtani et son équipe travaillent à la mise en place de banques pour les pauvres dans la région des pays arabes et s'intéressent également au développement du jeune enfant et aux besoins des enfants, à l'utilisation des technologies dans l'apprentissage libre, à l'autonomisation des femmes, à la lutte contre la pauvreté grâce au microcrédit et à la création d'un environnement propre à améliorer l'administration des affaires dans le monde arabe.

**Abdul Rahman Taha**

**Directeur général de la Société islamique pour l'assurance des investissements et du crédit à l'exportation**

---

M. Taha a été économiste et économiste principal à la Banque mondiale. Avant de rejoindre le Programme de financement du commerce arabe en 1993, il a créé et géré à Londres une société privée spécialisée dans le commerce international et le financement de projets.



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL**

Centre international de Vienne, Boîte postale 300, 1400 Vienne (Autriche)

Téléphone: (+43-1) 26026-0, Télécopie: (+43-1) 26926-69

Courrier électronique: [unido@unido.org](mailto:unido@unido.org), Site Web: [www.unido.org](http://www.unido.org)